

BULLETIN D'INFORMATION

2002-5
Le 7 juin 2002

Sujet : Assouplissement des conditions de rachat des titres admissibles au Régime d'investissement coopératif

Le présent bulletin d'information expose en détail les modalités d'application d'une mesure visant à assouplir les conditions de rachat des titres admissibles au Régime d'investissement coopératif afin de contribuer à la relance de certaines coopératives émettrices ayant éprouvé de graves difficultés financières.

Pour toute information concernant ce sujet, les personnes intéressées peuvent s'adresser au Secteur du droit fiscal et de la fiscalité en composant le (418) 691-2236.

Les versions française et anglaise de ce bulletin sont disponibles sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca

Des exemplaires papiers sont également disponibles, sur demande, à la Direction des communications du ministère en composant le (418) 528-9323.

ASSOUPPLISSEMENT DES CONDITIONS DE RACHAT DES TITRES ADMISSIBLES AU RÉGIME D'INVESTISSEMENT COOPÉRATIF

Le Régime d'investissement coopératif (RIC) vise à favoriser la croissance des coopératives en accordant un avantage fiscal aux membres et aux travailleurs qui acquièrent des parts privilégiées émises par une coopérative admissible – essentiellement une coopérative de travail, de production, de transformation ou d'agriculture.

Cet avantage fiscal, qui est accordé sous forme d'une déduction dans le calcul du revenu imposable, est fonction du coût rajusté de la part privilégiée acquise de la coopérative, lequel s'établit à :

- 150 % du coût d'acquisition s'il s'agit d'une part acquise d'une coopérative de petite ou moyenne taille, dans le cadre d'un programme d'investissement destiné aux travailleurs;
- 125 % du coût d'acquisition s'il s'agit d'une part acquise d'une coopérative de petite ou moyenne taille, autrement que dans le cadre d'un programme d'investissement destiné aux travailleurs;
- 125 % du coût d'acquisition s'il s'agit d'une part acquise dans le cadre d'un programme d'investissement destiné aux travailleurs d'une coopérative, autre qu'une coopérative visée précédemment;
- 100 % du coût d'acquisition dans les autres cas.

Le décret édictant le RIC prévoit que lorsqu'une coopérative satisfait aux exigences du régime, la ministre de l'Industrie et du Commerce délivre un certificat d'admissibilité l'autorisant à émettre des parts privilégiées, laquelle autorisation est valide jusqu'à la révocation du certificat.

Une part privilégiée émise dans le cadre du RIC ne peut, en règle générale, être rachetée qu'à compter de l'année suivant les deux années qui suivent celle de l'émission et à condition que le montant de la réserve apparaissant aux états financiers de la coopérative à la fin du dernier exercice financier précédant le rachat ait augmenté d'au moins 50 % du montant du rachat, compte tenu des rachats déjà effectués, par rapport au montant de la réserve apparaissant aux états financiers de la coopérative à la fin du dernier exercice financier précédant l'émission.

Toutefois, l'obligation d'augmenter la réserve n'est pas requise dans certaines circonstances. Il en va ainsi, lorsqu'une coopérative a décidé de sa liquidation et que la ministre de l'Industrie et du Commerce la dispense de l'obligation d'augmenter sa réserve.

Or, certaines coopératives ayant éprouvé de graves difficultés financières peuvent choisir, au lieu de procéder à leur liquidation, de continuer à opérer en réduisant leur champ d'activités. Toutefois, les coopératives qui font un tel choix peuvent se voir contraintes à attendre plusieurs années avant de pouvoir procéder au rachat des titres admissibles au RIC qu'elles ont émis.

Afin de contribuer à la relance de telles coopératives, le décret concernant le RIC sera modifié pour accorder à la ministre de l'Industrie et du Commerce le pouvoir de dispenser une coopérative ayant éprouvé de graves difficultés financières de l'obligation d'augmenter sa réserve pour procéder au rachat des titres admissibles au RIC.

Plus particulièrement, le décret concernant le RIC sera modifié pour prévoir que lorsque l'actif d'une coopérative montré à ses derniers états financiers annuels approuvés par son conseil d'administration sera inférieur d'au moins 75 % à l'actif montré à ses états financiers pour un exercice financier ayant pris fin au cours des 24 mois précédant le début de l'exercice financier visé par ces derniers états financiers annuels approuvés, l'obligation d'augmenter la réserve ne sera pas requise à l'égard du rachat des titres admissibles au RIC émis par la coopérative, si la ministre de l'Industrie et du Commerce en dispense cette dernière.

Cette dispense sera conditionnelle au fait que l'ensemble des titres admissibles au RIC en circulation fasse l'objet d'un rachat en bloc. Pour plus de précision, la coopérative ne sera pas tenue de procéder au rachat des titres admissibles selon leur date d'ancienneté.

Par ailleurs, l'octroi d'une telle dispense entraînera automatiquement la révocation du certificat d'admissibilité autorisant la coopérative à émettre des parts privilégiées admissibles au RIC et, s'il y a lieu, du certificat attestant qu'elle est une coopérative de petite ou moyenne taille.

De plus, lorsqu'une coopérative aura été ainsi dispensée de l'obligation d'augmenter sa réserve avant de procéder au rachat des titres admissibles au RIC qu'elle aura émis, elle ne pourra obtenir un nouveau certificat l'autorisant à émettre des parts privilégiées admissibles au RIC avant l'expiration d'une période de 36 mois suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle elle aura ainsi procédé pour la dernière fois au rachat d'un titre admissible au RIC.

Ces modifications s'appliqueront à compter de la date de la publication du présent bulletin d'information.